



ÉVALUATION FINALE DE LA CONVENTION

« Garantir en Haïti une formation professionnelle inclusive et équitable de qualité, en promouvant des opportunités pertinentes d'apprentissage intégral tout au long de la vie, pour l'insertion socio-professionnelle et l'exercice de la citoyenneté mondiale ».

CONVENIO 18-C01-929

RAPPORT FINAL

Avril 2025



Auteur

Mario FORTÉUS, spécialiste en évaluation de programmes
Consultant principal



9B rue La Source, Tabarre 53,
HT4161, Tabarre, Haïti
www.jlconsulting.work
contact@jlconsulting.work
(509) 37 14 71 15/ (509) 36 14 13 53

NOTE SUR L'USAGE DU GENRE GRAMMATICAL

Dans le présent rapport, l'emploi du masculin pour désigner des personnes est utilisé uniquement par simplification et par allègement du texte. Il ne reflète en aucun cas une intention discriminatoire et doit être compris comme englobant indifféremment les femmes et les hommes.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet CONVENIO (18-C01-929), mis en œuvre de janvier 2019 à décembre 2024, visait principalement à favoriser l'insertion socio-professionnelle de jeunes haïtiens, en particulier les plus vulnérables, en leur garantissant un accès équitable à une formation professionnelle de qualité et en renforçant leur citoyenneté active. Il s'est articulé autour de quatre axes stratégiques : élargir l'accès à la formation professionnelle, améliorer la qualité éducative, renforcer la gouvernance scolaire et promouvoir l'insertion professionnelle. Le projet a été mené en partenariat avec la Fondation Rinaldi, Jóvenes y Desarrollo (JyD), les Salésiens de Don Bosco et en étroite collaboration avec les institutions publiques clés, notamment le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) et l'Institut national de Formation professionnelle (INFP).

L'évaluation finale s'est fondée sur une approche méthodologique mixte, combinant une analyse documentaire approfondie, des entretiens semi-structurés, des groupes de discussion avec les bénéficiaires et des questionnaires. L'analyse a été menée en tenant compte de l'instabilité sociopolitique, de l'insécurité et de la dégradation de l'environnement économique et institutionnel ayant affecté la mise en œuvre du projet ainsi que des contraintes logistiques qui ont nécessité des adaptations.

Sur le plan de la pertinence, le projet s'est aligné de manière remarquable avec les priorités nationales en matière de formation professionnelle. Il a permis de développer une offre éducative fondée sur les lignes directrices du MENFP et de l'INFP, assurant ainsi une forte cohérence institutionnelle. Le partenariat public-privé établi, notamment avec la création de l'École Normale Technique (ENTec) pour former les formateurs, témoigne de la volonté d'ancrage durable dans les politiques publiques haïtiennes. La promotion de l'Approche par Compétences (APC) comme méthodologie de base et l'intégration de l'équité de genre et de l'inclusion pour les personnes en situation de handicap renforcent encore la pertinence de l'intervention.

Concernant l'efficacité, les résultats attendus ont été majoritairement atteints. Le projet a permis la formation de plus de 200 formateurs à l'APC dont 125 sont diplômés et accrédités. L'introduction du Diplôme d'Administration Scolaire (DAS) a contribué à renforcer la gouvernance éducative dans les centres de formation. Par ailleurs, en anticipant les mutations technologiques, le projet a soutenu des initiatives d'amélioration de la connectivité Internet dans les centres, permettant d'envisager des modalités de formation à distance et hybride adaptées aux réalités haïtiennes. En matière d'insertion professionnelle, des avancées ont été enregistrées, notamment à travers l'organisation de stages en entreprise et le développement de modules d'accompagnement à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Malgré les contraintes, les résultats cumulés sur la durée du projet en matière d'insertion professionnelle dépassent les cibles fixées initialement tant pour les hommes que pour les femmes. Cela témoigne d'un effet positif global du projet sur l'employabilité des jeunes formés. Toutefois, ces avancées restent sensibles aux dynamiques externes.

Sur le plan de l'efficacité, malgré les difficultés opérationnelles rencontrées, le projet a su optimiser l'utilisation des ressources disponibles. Grâce à un suivi budgétaire rigoureux, à une grande capacité

d'ajustement et à l'adoption de mesures de flexibilité telles que l'organisation de formations hybrides ou la redéfinition de certaines modalités d'exécution, les activités essentielles ont pu être réalisées sans compromettre les résultats. La capacité de réaction rapide face aux imprévus financiers et logistiques témoigne d'une gestion adaptée à la situation difficile du pays.

Du point de vue de l'impact, le projet a généré des changements structurels majeurs. Il a permis de transformer durablement les pratiques pédagogiques en introduisant l'APC, de renforcer la gouvernance administrative à travers les modules DAS et de soutenir l'intégration du numérique dans les centres de formation. La création de l'ENTec pour former des enseignants à l'échelle nationale, aussi bien pour les centres publics que privés, a posé les bases d'une dynamique durable de renforcement des capacités locales. L'amélioration de la connectivité Internet offre également de nouvelles perspectives pour l'enseignement hybride dans un contexte de forte instabilité.

Concernant la durabilité, plusieurs acquis institutionnels structurants ont été consolidés à travers l'intervention. La formation intensive des formateurs et des cadres administratifs, l'introduction de l'APC dans les pratiques pédagogiques, ainsi que la création de l'ENTec avec ses deux antennes régionales, constituent des avancées majeures vers une autonomie accrue des centres de formation. Certains centres ont d'ailleurs commencé à mettre en place des mécanismes internes de transmission, notamment par le recrutement d'anciens élèves pour assurer la relève.

Cependant, malgré ces initiatives prometteuses, la pérennité des acquis reste fragile et confrontée à plusieurs défis structurels. La dépendance économique de plusieurs centres, l'absence de ressources financières récurrentes pour le renouvellement des équipements pédagogiques et les difficultés à maintenir un corps enseignant stable en raison de la migration ou de la dégradation de la sécurité, menacent la continuité des efforts entrepris. L'engagement des acteurs locaux à renforcer leurs capacités de gestion, à assurer l'entretien et la modernisation des outils pédagogiques ainsi qu'à diversifier leurs sources de financement, sera déterminant pour garantir la durabilité des effets du projet dans un contexte national marqué par l'instabilité.

Malgré les troubles, le projet CONVENIO a jeté des bases solides pour l'édification d'un système de formation professionnelle plus inclusif, moderne et mieux aligné sur les besoins réels du marché du travail haïtien.

Dans cette perspective, bien que les résultats soient au-dessus des cibles visées, il est recommandé aux acteurs de renforcer les mécanismes d'insertion professionnelle des jeunes diplômés, en développant des partenariats avec le secteur privé, en créant des dispositifs d'accompagnement post-formation et en encourageant la création d'entreprises par des formations pratiques et des soutiens financiers adaptés. Il est également recommandé de consolider les compétences techniques des formateurs en mettant en place des modules de perfectionnement technique en collaboration avec des institutions spécialisées ou des entreprises du secteur. Enfin, il est essentiel de renforcer les mécanismes de capitalisation et de diffusion des innovations introduites par le projet, en documentant les bonnes pratiques et en valorisant les résultats dans des espaces de dialogue nationaux et régionaux, afin d'assurer une reconnaissance institutionnelle durable et d'amplifier les effets du projet.